



**AMBASSADE
DE FRANCE
AUX PAYS-BAS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Représentation permanente de la France
auprès de l'Organisation pour l'Interdiction
des Armes Chimiques**

96^{ème} session du Conseil exécutif de l'OIAC

Débat général

Déclaration de la France prononcée par son Excellence M. Luis VASSY,

Ambassadeur de France au Royaume des Pays-Bas,

Représentant permanent de la France auprès de l'OIAC

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La France s'associe à la déclaration de l'Union européenne. Permettez-moi d'y ajouter les éléments suivants, à titre national.

Monsieur le Président,

Alors que vous présidez votre dernière session ordinaire du Conseil exécutif, je tiens à saluer le travail que vous avez accompli dans le cadre de votre mandat, dans le contexte particulièrement exigeant et difficile que nous connaissons depuis un an.

Monsieur le Président,

Le dossier chimique syrien est une fois encore à l'ordre du jour de ce Conseil.

Le dernier rapport de l'Equipe d'évaluation de la déclaration de novembre dernier apportent des éléments nouveaux et particulièrement préoccupants. Plus de sept ans après l'accession de la Syrie à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, de nombreuses questions demeurent en suspens. Nous appelons la Syrie à fournir tous les éléments et documents demandés par le Secrétariat technique et à mettre à jour sa déclaration initiale, conformément à ses obligations découlant de la Convention. J'y reviendrai sous le point pertinent de l'ordre du jour de cette session.

La décision « contrer la possession et l'emploi d'armes chimiques par la République arabe syrienne » adoptée par Conseil exécutif lors de sa 94^{ème} session en juillet 2020 (EC-94/DEC.2) constitue une première étape en réponse au premier rapport de l'Equipe d'Enquête et d'identification (*Investigation and Identification Team*) d'avril 2020.

Cette décision appelait le régime syrien à se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai raisonnable, en fixant des paramètres clairs et vérifiables. Cette décision est restée sans réponse de la part du régime syrien. Nous déplorons ce manque de coopération avec le Secrétariat technique et cette occasion manquée de se mettre en conformité avec ses obligations internationales.

La Conférence des Etats parties qui se réunira plus tard au printemps se prononcera sur un projet de décision porté par ma délégation et co-parrainé par 46 délégations issues de quatre groupes régionaux. Ce large soutien démontre bien que les Etats parties refusent de laisser les emplois répétés d'armes chimiques en Syrie sans réponse et compromettre la pleine application de la Convention. Nous appelons tous les Etats parties à rester unis, défendre sans relâche la Convention et prévenir toute autre utilisation de ces armes. Vous connaissez en outre l'engagement de mon pays dans la lutte contre l'impunité des auteurs de crimes impliquant l'emploi d'armes chimiques.

Monsieur le Président,

L'attaque au moyen d'un agent neurotoxique perpétrée à l'encontre de M. Alexeï Navalny le 20 août 2020 sur le territoire de la Fédération de Russie nous a tous choqués. Elle s'est inscrite, trois ans après les événements de Salisbury, dans le contexte de la réémergence de l'emploi d'armes chimiques, que nous continuons de combattre.

Sur la base de ses propres analyses, la France partage les conclusions de plusieurs de ses partenaires européens sur les faits d'empoisonnement à l'aide d'un agent neurotoxique Novitchok. La France condamne dans les termes les plus forts l'utilisation choquante et irresponsable d'un tel agent. L'emploi d'armes chimiques, en tout lieu, à tout moment, par quiconque et en toutes circonstances est inacceptable et contrevient aux normes internationales contre l'utilisation de ces armes.

Nous regrettons que la Russie ait retiré sa demande de visite d'assistance technique, formulée ici même, dans cette salle, en octobre 2020. Il est impératif que toute la lumière soit faite sur les circonstances de ce crime et sur ceux qui l'ont perpétré. Aucune explication crédible n'a pour le moment été apportée par la Russie.

Monsieur le Président,

Je souhaite réaffirmer la pleine confiance de la France dans le travail du Secrétariat technique et de son Directeur Général, qui œuvrent quotidiennement à la réalisation des missions de l'Organisation. L'OIAC doit demeurer le référentiel universel de connaissances en matière d'armes chimiques et de leur destruction. Nous encourageons donc le Secrétariat technique à poursuivre activement les efforts engagés en matière de transfert de connaissances, afin de conserver et d'actualiser son expertise précieuse. A cette même fin, nous saluons les échanges constructifs autour d'une réforme de la politique de gestion des ressources humaines. Celle-ci doit permettre d'accorder davantage de flexibilité au Directeur Général lorsqu'il en va de l'intérêt de l'Organisation.

Nous l'avons tous constaté : la pandémie que nous traversons depuis plus d'un an nous pousse à adapter nos méthodes de travail. Il est essentiel de définir ensemble des solutions afin que l'Organisation soit en mesure d'accomplir son mandat, et ce y compris lors de circonstances exceptionnelles. Nous soutenons donc l'initiative lancée à cet égard par l'Allemagne ainsi que le processus de consultations en cours et encourageons le Secrétariat à explorer les possibilités techniques de réunion virtuelles. Il s'agit d'assurer la continuité de nos travaux, objectif fondamental que nous, Etats Parties à la Convention, partageons tous.

Monsieur le Président,

L'OIAC est un pilier fondamental de notre sécurité collective. La France est un soutien de longue date de l'Organisation. C'est pourquoi nous avons décidé d'apporter des contributions financières volontaires à différents programmes, du fonds pour les activités en Syrie à la cybersécurité, en passant par les activités liées aux programmes de coopération internationale et d'assistance. Je tiens à mentionner aussi une contribution en faveur du futur Centre pour la Chimie et la Technologie, ce qui permettra de clôturer l'appel de fonds et lancer les travaux de construction. Car ce sont tous ces efforts qui contribuent à un monde exempt d'armes chimiques, l'objectif qui nous rassemble tous, Etats parties, et la raison d'être de cette Organisation.

Je demande que cette déclaration soit considérée comme un document officiel de cette session du Conseil exécutif et soit publiée sur les serveurs interne et externe de l'OIAC. Je vous remercie./.

Courtesy translation in English

*Mr Chairman, Mr Director General,
Distinguished Ambassadors and delegates,*

France aligns itself with the statement of the European Union. Allow me to add the following elements in a national capacity.

Mr. Chairman,

While you are chairing the last regular session of the Executive council, I would like to commend your able work and leadership achieved in the particularly difficult and demanding environment we have been living in for a year now.

Mr Chairman,

The Syrian chemical dossier is once again on the agenda of this session of the Executive Council.

The last report from the Declaration Assessment Team of last November highlighted new elements of particular concern. More than seven years after the accession of Syria to the CWC, many issues are still pending. We urge Syria to provide all elements and documents requested by the Technical Secretariat and to update its initial declaration, in accordance with its obligations under the Convention. I will come back to this point under the relevant agenda item.

The decision “Addressing the Possession and use of Chemical Weapons by the Syrian Arab Republic” adopted by the Executive Council during its 94th session in July (EC-94/DEC.2) is a first step in reply to the first report of the Investigation and Identification Team of April 2020.

This decision called on Syria to comply with its obligations in a reasonable timeframe, setting clear and verifiable parameters. This decision remained unanswered by the Syrian regime. We deplore this lack of cooperation with the Technical Secretariat and this failed opportunity for Syria to comply with its international obligations.

The Conference of the States Parties that will meet later this spring, will examine a draft decision presented by my delegation and co-sponsored by 46 delegations from four regional groups. This large support clearly demonstrates that States Parties refuse to leave unanswered the repeated use of chemical weapons in Syria and to compromise the full application of the Convention. We urge all State Parties to stand united, defend relentlessly the CWC and prevent any use of those weapons. You furthermore know my country's commitment to fighting impunity for the authors of crimes involving the use of chemical weapons.

Mr. Chairman,

The criminal act perpetrated by means of a neurotoxic agent against Mr. Alexei Navalny on 20 August, on the territory of the Russian Federation, was shocking to all of us. It occurred, three years after Salisbury events, in the context of the reemergence of the use of chemical weapons, which we keep on fighting against.

On the basis of its own analysis, France shares the conclusions reached by other European partners on the facts of poisoning using a nerve agent Novichok. France condemns in the strongest possible terms the shocking and irresponsible use of such a chemical agent. The use of chemical weapons anywhere, at any time, by anyone, under any circumstances is unacceptable and contravenes international norms on the prohibition of such weapons.

We regret that Russia withdrew its request for a Technical Assistance Visit, that was made in this very same room, in October 2020. It is imperative that light be shed without delay on the circumstances of this crime and those who perpetrated it. No credible explanation has been brought so far by Russia.

Mr. Chairman,

I would like to reaffirm France's full confidence in the work of the Technical Secretariat and its Director General, who work daily to carry out the Organisation's missions. The OPCW must remain the universal depository of knowledge regarding chemical weapons and their destruction. We encourage the Technical Secretariat to actively pursue its efforts with regards to knowledge management, in order to maintain and update its valuable expertise. To this end, we also welcome the constructive discussions about a reform of the tenure policy. It shall allow more flexibility for the Director General when it is in the interest of the Organisation.

We have all noticed it: the pandemic we are undergoing for more than a year drives us to adapt our working methods. It is essential to define solutions together, for the Organisation to be able to implement its mandate, including under exceptional circumstances. We therefore support the initiative launched by Germany in that respect and the ongoing consultation process, and we encourage the Technical Secretariat to explore technical possibilities for virtual meetings. It is needed to ensure the continuity of our works, fundamental goal that we all share, as States Parties to the Convention.

Mr Chairman,

The OPCW is a fundamental pillar of our collective security. France is a long-standing support of the Organisation. This is why we have decided to bring voluntary financial contributions to different programs, from activities in Syria, to cybersecurity and activities linked to international cooperation and assistance. I would also like to mention a contribution in favor of the future Centre for Chemistry and Technology, that will allow to close the call for funding and to initiate the construction works. Because all these efforts contribute to a world free of chemical weapons, which is the objective that unites us all as States Parties, and the essential purpose of this Organisation.

I would like this statement to be considered as an official document of this session of the Executive council and to be published in the OPCW Extranet and public website. I thank you./.